

Balbutiements de retrouvailles

CARL PÉPIN, *Au Non de la Patrie. Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre (1914-1919)*, Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2013, 423 pages

Pierre Vennat

Volume 8, numéro 3, été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71935ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vennat, P. (2014). Compte rendu de [Balbutiements de retrouvailles / CARL PÉPIN, *Au Non de la Patrie. Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre (1914-1919)*, Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2013, 423 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(3), 36-36.

BALBUTIEMENTS DE RETROUVAILLES

Pierre Vennat
Journaliste et historien

CARL PÉPIN
**AU NON DE LA PATRIE.
LES RELATIONS FRANCO-
QUÉBÉCOISES PENDANT
LA GRANDE GUERRE
(1914-1919)**
Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2013, 423 pages

La France commémore cette année le centenaire de la Première Guerre mondiale alors que les armées prussiennes l'envahissaient et mettaient plusieurs de ses villages à sac. De notre côté, au Québec, on célèbre le centenaire du Royal 22^e Régiment, ce régiment qui, sous le nom de 22^e Bataillon canadien-français, était accouru pour la défendre et au sein duquel des centaines de volontaires ont combattu, se sont fait tuer même, pour la défendre contre l'envahisseur.

Pourtant, lors des grands combats de 1917 et 1918, les observateurs français se désolaient du peu d'engouement des Canadiens français pour aller se battre dans les tranchées à la défense de leur «mère patrie morale». On affirmait même dans les médias français que nous étions un peuple «essentiellement casanier, replié sur son autonomie locale, sur ses libertés et privilèges» et que notre antique amour pour la France s'était relâché et attiédi. Selon certains, dont l'ancien ministre français des Affaires étrangères Gabriel Hanotaux, il était évident que les Canadiens français ne comprenaient pas la gravité de la situation en Europe, ni les conséquences que pourrait avoir une défaite de la France sur l'avenir du Québec.

Malgré les efforts d'Hector Fabre, premier «diplomate» québécois en France de 1882 jusqu'à sa mort en 1910 (d'abord comme représentant du Québec, puis délégué officiel du Canada), qui avait tenté de développer des liens étroits entre les deux pays, un fossé idéologique existait encore entre les deux capitales lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale.

La majorité des Canadiens français de 1914 n'éprouvaient pas de sympathie pour la France de 1914. Celle-ci n'avait plus rien à voir avec la Nouvelle-France du temps leurs ancêtres. Elle était devenue républicaine. Et surtout, surtout, avec la loi Combes, elle était devenue laïque. Les curés québécois ne manquaient pas de le rappeler en chaire.

Il faut se rappeler qu'à l'époque, il n'existait ni radio, ni téléphone transatlantique, bref aucun des moyens de communication d'aujourd'hui, et que les Québécois qui avaient les moyens d'entreprendre la longue traversée sur l'Atlantique pour se rendre en France étaient bien peu nombreux. Et

le fleuve Saint-Laurent était bloqué par les glaces plusieurs mois par année.

Enfin, il faut le dire, et Henri Bourassa, le directeur du *Devoir* ne s'en gêna pas, les Français n'avaient pas à «venir nous donner des leçons de patriotisme à rebours et chercher à nous faire consentir pour la France des sacrifices qu'elle n'a jamais songé à s'imposer pour la défense du Canada français».

Des hommes d'idées, Raoul Dandurand, Édouard Montpetit, Olivar Asselin, et des journaux (*La Presse, Le Canada*) cherchèrent à amener la population à appuyer la France en guerre

Spécialiste au Québec de l'étude de la Grande Guerre, l'historien Carl Pépin, dans son ouvrage *Au Non de la Patrie. Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre (1914-1919)* a entrepris d'analyser les relations entre le Québec et la France à une époque où le monde s'entredéchirait dans l'enfer des tranchées, un épisode largement méconnu du long et riche historique des rapports franco-québécois. Pépin est persuadé que la guerre de 1914-1918 servit de pierre angulaire à l'édification, voire à la coloration de ces relations telles qu'on les connaît aujourd'hui.

La transformation en livre de la thèse de doctorat de Pépin à l'Université Laval reposait sur trois objectifs. D'abord, tenter d'apporter de nouvelles données aux analyses d'ensemble de la Première Guerre mondiale en mettant l'accent sur une histoire politico-militaire, tout en y ajoutant un élément culturel. Le second objectif consistait en l'ajout d'éléments inédits à l'historiographie québécoise de cette période. Enfin, le troisième objectif consistait à fournir un apport complémentaire à l'étude de la guerre de 1914-1918, sujet peu couvert tant par les historiens québécois, canadiens-anglais ou français.

Pépin a ratissé large. L'ouvrage n'est pas toujours facile à lire. Il a été surpris de constater que les élites tant françaises que canadiennes-françaises avaient tenté de développer des liens entre la France et le Québec. Mais les Canadiens français, tiraillés entre des intérêts propres à la défense du Canada et le combat moral pour la France, n'ont jamais réellement choisi leur camp. Pépin voit plusieurs causes à cela.

La crise de la conscription a sérieusement érodé cet «attachement moral» qui avait provoqué l'enrôlement de centaines de volontaires et la création du 22^e Bataillon canadien-français à l'automne de 1914. Les



organisations semi-officielles mises sur pied au Québec ont surtout travaillé à promouvoir leurs intérêts propres. Même les gouvernements, tant français que québécois, n'ont pas réussi à établir une stratégie unique, claire et concrète afin de mobiliser l'intérêt des Canadiens français. On peut même s'interroger si ces autorités ont tenté d'élaborer de telles stratégies.

Des hommes d'idées, Raoul Dandurand, Édouard Montpetit, Olivar Asselin, et des journaux (*La Presse, Le Canada*) cherchèrent à amener la population à appuyer la France en guerre, comme la campagne pour l'établissement d'un hôpital en France pour les blessés de guerre que *La Presse* lança dans ses pages avec des contributions de plusieurs municipalités et celles du Comité France-Amérique.

Cependant les projets étaient bien souvent amputés de l'appui d'un organisme officiel ou semi-officiel. Du point de vue des relations commerciales et économiques, la guerre a vite montré les limites, voire la presque impossibilité d'établir et de gérer un commerce strictement franco-québécois. Pour des raisons logistiques et concurrentielles, la France préférerait souvent faire affaire avec les États-Unis. La tutelle britannique sur le Canada d'alors et l'absence d'une politique commerciale franco-canadienne ne militaient pas en faveur d'un accroissement des échanges.

La guerre terminée, la création de l'Institut scientifique franco-canadien à l'Université de Montréal en 1924, la transformation du Haut-commissariat canadien de Paris en Légation en 1928 et les fêtes du 400^e anniversaire de l'arrivée de Jacques-Cartier au Québec en 1934 permirent de relancer les relations.

Depuis le Statut de Westminster en 1931, qui accordait une indépendance complète au Canada en matière de politique étrangère, et l'ascension diplomatique du Canada au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les liens avec la France sont désormais officialisés. Le Québec, avec sa Délégation générale à Paris, a contribué plus que sa part dans la mise sur pied de telles relations.

Un siècle plus tard, le rêve d'Hector Fabre s'est réalisé! ❖